

EDITORIAL

« EL-ITTIHAD » ré-apparaît après 2 années d'absence.

Notre journal, en tant que porte-parole de notre Association a de tous temps été un sujet important dans tous nos débats. Au cours du 11ème Congrès en 1985, l'U.T.I.T. a décidé de se doter, une fois de plus, d'un moyen d'information.

Ces deux années d'absence ne signifient pas que l'Association elle-même fut absente du terrain. Au contraire, la multiplication de notre champ d'activités, sa diversification, l'approfondissement des questions d'actualité démontrent une relative vitalité.

Et il devient même nécessaire de se doter d'un journal qui met en relief ces activités.

Le moment semble donc venu pour que « EL-ITTIHAD » reprenne la place qui lui revient dans le cadre des activités de l'U.T.I.T., mais en tirant les enseignements de l'expérience passée. La nouvelle formule sera plus « modeste » dans sa forme et plus accessible dans sa lecture et s'adressera en priorité aux militants associatifs, aux adhérents et sympathisants de l'U.T.I.T., aux militants syndicaux, aux associations et partenaires.

Deux autres raisons nous incitent à faire réapparaître « EL-ITTIHAD » :

Une symbolique, car, c'est en effet à l'occasion du douzième anniversaire de la parution de notre premier numéro (Mars 1974).

La seconde c'est le contexte politique.

L'immigration toujours tellement présente, mais par procuration, dans les débats électoraux est néanmoins absente parce qu'exclue du droit d'expression et surtout du vote.

Or notre Association, depuis notamment son dernier congrès, s'est clairement exprimé pour une présence active lors de ces débats en y apportant sa contribution afin de participer, avec d'autres, à jeter les bases d'une plus grande prise en compte de nos aspirations et revendications et en particulier pour le Droit de Vote aux Immigrés, mais dans une dynamique plus large de transformation démocratique dans la société française.

Déjà, sur le terrain et dans les régions, nos sections et militants s'activent en vue des élections. « EL-ITTIHAD » se doit de refléter ces mobilisations.

Enfin, « EL-ITTIHAD » attend de tous et de toutes, militants ou non de notre Association, une contribution aussi riche et variée que l'est la réalité et vitalité du monde associatif et de l'Immigration et de la Communauté Tunisienne en France en particulier.

QUEL ANTI-RACISME AUJOURD'HUI?

La France où nous vivons est de tout temps un pays de lutte politique intense, qui s'est aggravée par la crise économique qui sévit depuis plus de dix ans.

Le domaine du combat politique s'est étendu à des secteurs qui étaient relativement épargnés - du moins d'une façon spectaculaire - tel que l'immigration et le sort qui sera réservé aux communautés immigrées vivant en France.

Suite page 2

IMMIGRATION: ESPOIR et DECEPTION

L'arrivée de la Gauche au pouvoir en Mai 1981, si elle n'a pas permis aux immigrés de croire à un réel changement de leur condition de vie en France, leur a tout au moins laissé entr'ouvrir à l'horizon beaucoup d'espoir et croire révoquée une ère marquée de plus en plus par les mesures à l'encontre des travailleurs immigrés.

Suite Page 2

QUELLE SOLIDARITE AVEC L'U.G.T.T. EN FRANCE

Une nouvelle fois, l'U.G.T.T. est la cible du pouvoir. Locaux investis par les milices du parti, syndicalistes emprisonnés, renvoyés, mutés arbitrairement, le secrétaire général de la centrale condamné pour des affaires bidons. Des mesures répressives telles que tous les syndicalistes se trouvent aujourd'hui acculés à vivre en « clandestinité ».

Mais dans toutes les crises qui l'ont successivement opposé au pouvoir, l'UGTT a su sortir renforcée par ses luttes, endurcie par ses sacrifices.

Aujourd'hui, il est important de voir de quel soutien et de quelle solidarité l'UGTT a-t-elle besoin de la part de ses amis en France.

Suite Page 3

IMMIGRATION: ESPOIR et DECEPTION

Les candidats de la Gauche en 1981 n'ont-ils pas annoncé que leur gouvernement allait prendre le contre pied exact des orientations précédentes en matière d'immigration. Mitterrand dans son programme de candidature n'a-t'il pas défendu le droit d'organisation, l'arrêt des expulsions et surtout le droit de vote aux élections municipales quoique sans conditions.

Aujourd'hui, cinq ans après la montée au pouvoir de la Gauche et à la veille des élections du 16 Mars -qui s'annoncent d'une importance décisive- l'on est en droit de se demander où en est-on des promesses tenues ?

a/ Quelques mesures positives...

Le Gouvernement de la Gauche s'est vite empressé, après son succès de prendre une série de mesures en faveur des immigrés. C'est ainsi qu'on a assisté début août 1981 à l'annulation des lois de « renforcement des moyens policiers contre les étrangers » (loi Barre-Bonnet) et de la circulaire Stoléru de 1980 sur la carte de séjour et de travail (expulsion des chômeurs de plus de 6 mois).

Le 8 Aout 81, le coup d'envoi à la régularisation des sans papiers fût donné.

Ces mesures furent rapidement suivies début octobre 1981 par l'abrogation de la loi 1939 qui aboutit à la loi reconnaissant la liberté d'association, fin octobre par la loi rétablissant les regroupements familiaux et fin novembre par la suppression de l'aide au retour (la circulaire Stoléru de 1977).

Une certaine accalmie va ensuite s'installer pendant laquelle l'immigration appréhendée dans la perspective d'une amélioration effective et durable ne sera pas le sujet d'un jour et curieuse contradiction elle demeurera au centre d'intérêt aussi bien des médias que des préoccupations de la droite et de l'extrême droite.

En effet, depuis bientôt trois ans, ces deux tendances politiques ont trouvé dans l'immigration un terrain propice pour leur propagande raciste, se basant essentiellement sur leurs fameuses équations : immigration = chômage, immigration = insécurité. La réalité étant que les immigrés occupent les postes les plus vulnérables au chômage et qu'ils sont les premiers touchés par la suppression des postes, vu qu'ils sont concentrés dans les branches les plus touchées par la crise (automobile, bâtiment...).

Concernant les communautés issues de l'immigration, la propagande de la droite continue de mener une politique de rejet, bafouant leurs spécificités et leurs droits essentiels dans cette société que leurs parents ont contribué à édifier.

La montée du racisme, sous ses formes les plus violentes -assassinats..., alimentée par les campagnes virulentes de haine orchestrées contre l'étranger en général et ciblées nettement contre la communauté maghrébine aboutit à la grande mobilisation des forces anti-racistes et à leur large adhésion.

Le pari anti-raciste et pour une société pluri-culturelle est engagé.

Le succès des Marches contre le Racisme se concrétisa par la fameuse loi de Juillet 1d984 qui institua la carte de dix ans.

Cependant, la rupture avec un régime de droite devrait nécessairement permettre une approche nouvelle et différente de l'immigration et des communautés issues de l'immigration.

Les faits sont là pour prouver que cela n'a pas été réellement le cas. Ce à quoi on assiste aujourd'hui c'est que les socialistes qui ne cessaient -avant 81- de rivaliser en déclarations porteuses de promesses en arrivant à prendre des séries de mesures scandaleuses (octobre 1984) visant à décourager les immigrés d'exercer leur droit de vivre en famille, accablant le travailleur immigré de mesures draconiennes pour faire venir la famille du pays d'origine, des milliers de femmes et d'enfants, se trouvant ainsi « clandestins ».

b/ ... Mais l'essentiel reste à acquiescer.

D'autres formes de discrimination aberrante persistent telle la loi de 1938 interdisant l'accès à l'emploi dans la fonction publique de toute personne qui n'a pas la nationalité française.

Cependant le plus grand leurre reste certainement le droit de vote passé aux oubliettes après le succès des socialistes.

Prétextant que l'opinion française n'est pas prête pour accepter une telle mesure, (qui aurait donné 1 sondage en 1981 sur l'abolition de la peine de mort), les socialistes se sont ainsi dérobés bien que Mitterrand lui-même lors de son discours au 65ème Congrès de la Ligue des Droits de l'Homme, en avril 85 affirmait : « Comment dans une société qui se croit civilisée est-il concevable que vivent des hommes et des femmes, dépendant des conditions qui leur sont créées, sans qu'ils puissent émettre leur avis sur ces conditions là ».

Une remise en application progressive de mesures répressives jadis combattues par la Gauche (du temps de la droite, il n'existait qu'un centre de rétention, on en dénombre plus d'une dizaine actuellement). Des campagnes scandaleuses sont orchestrées auprès de l'opinion publique dont le seul objectif est de faire assumer à l'immigration tous les maux dont souffre la société française.

Les déclarations fallacieuses, les promesses alléchantes doivent céder la place aux mesures concrètes.

L'immigré ne doit plus être appréhendé comme un simple outil de travail mais d'abord comme un citoyen à part entière qui a le droit de participer à tous les aspects de la vie civile.

QUELLE SOLIDARITE AVEC L'U.G.T.T. EN FRANCE

L'action en faveur de l'UGTT doit s'inscrire au niveau de quatre pôles aussi importants et aussi déterminants. L'un que l'autre dans la société française.

Certes, les associations immigrées ont été attentives à ce qui se passe en Tunisie. Elles ont pris plusieurs initiatives et organisé plusieurs manifestations de solidarité avec la centrale syndicale depuis le déclenchement de la crise entre l'UGTT et la pouvoir tunisien.

Cependant, ces actions sont restées, pour l'instant « parisiennes » et n'ont touché qu'une « élite » composée de militants associatifs et syndicalistes.

Il est plus que nécessaire que la sensibilisation et la mobilisation s'organisent sur une large échelle touchant l'immigration tunisienne et les communautés immigrées en France.

Ensuite, au niveau des médias. L'attitude de la presse y compris la presse de gauche tant par la pauvreté quantitative de l'information sur le problème syndical en Tunisie que par la désolante légèreté des articles a été largement défavorable à la centrale syndicale. Le désintérêt des médias risque en plus d'aboutir à l'insensibilité de beau-

coup de secteurs habituellement attentifs sinon acquis aux problèmes de la Tunisie et ne peut dans tous les cas que profiter à une certaine presse soucieuse de ternir l'image du monde Arabe et de réduire pernicieusement les mouvements sociaux qui secouent régulièrement les sociétés arabes à de dangereux phénomènes derrière lesquels se dessine le spectre de l'intégrisme musulman.

Il apparaît, donc, aujourd'hui, plus que jamais urgent d'intervenir au niveau des médias pour rendre compte réellement des véritables enjeux et rompre le mur de silence complice des forces de répression.

Le troisième et non moins important axe de solidarité est la participation du mouvement syndical tunisien, son attachement acharné à son autonomie et son refus catégorique de la main mise du pouvoir font qu'il jouit actuellement d'une grande notoriété dans le monde et qu'il bénéficie de la sympathie et du soutien des mouvements syndicaux puissants aussi bien en France que dans le monde.

Ce mouvement qui depuis, au moins, une décennie se trouve porteur des problèmes de la société tunisienne et qui -contrairement à

beaucoup d'associations- a depuis longtemps affirmé sa détermination à défendre son autonomie par rapport au pouvoir.

La solidarité syndicale française a toujours répondu présente dans toutes les crises traversées par l'UGTT.

Aujourd'hui, les formes d'intervention peuvent apparaître moins spectaculaires en comparaison à d'autres crises. Il n'en demeure pas moins que le but final des syndicats français est d'organiser un faisceau de pression puissant à travers diverses actions aussi bien au niveau des gouvernements que des Ambassades.

Le dernier axe autour duquel doit nécessairement s'articuler la solidarité avec la Tunisie est le mouvement associatif français et l'action des personnalités démocrates connues pour leurs positions en faveur des libertés démocratiques dans le monde et une profonde amitié au peuple tunisien.

L'importance de deux prochaines échéances -congrès des fantômes fin Avril sur lequel le pouvoir mise tant pour annoncer la liquidation à sa manière du problème syndical- et les élections législatives, constituent la perspective urgente d'une action aussi spectaculaire qu'unitaire dépend de ces quatre axes de solidarité.

L'impact d'une telle action sera décisif pour acculer le pouvoir qui agit clairement aujourd'hui non seulement dans le sens de la répression du mouvement syndical par le démantèlement de l'UGTT mais qui oeuvre pour toute opposition sérieuse et marginaliser le mouvement associatif qui a connu ces dernières années un renouveau aussi bien dans ses formes d'action que dans son contenu.

QUEL ANTI-RACISME AUJOURD'HUI ?

Par l'overdose médiatique le racisme a pignon sur rue. D'un phénomène de société ayant de multiples aspects et manifestations, le racisme est devenu l'expression d'un enjeu politique majeur. Il a gagné ses « titres de noblesse » en s'inscrivant sur les programmes électoraux et en inspirant le discours des hommes politiques français, en particulier, ceux de la droite et de l'extrême droite. Bref, le racisme s'est banalisé.

Certes, les réactions anti-racistes existent- fort heureusement- en exprimant l'indignation et le refus des assassinats et meurtres racistes et sécuritaires. Cependant, les forces

racistes sont dépassées par l'ampleur des dégâts dans tous les domaines qui touchent à l'immigration : logement, scolarisation, travail, brimades et arbitraires de l'administration. « Discours ringards », « langue de bois », analyses archaïques sont généralement avancés pour expliquer « l'état de léthargie ». « Leur message ne passe plus », il faudrait donc que ces associations innovent en se médiatisant. De la sorte, on a trop tendance à oublier des « tas de choses archaïques » mais de fonds.

Au risque d'apparaître encore une fois « ringards », on ne peut tout de même pas escamoter le fait

que le racisme est l'expression d'intérêts importants en particulier ceux de l'Etat et des patrons. Il ne peut, donc, être réduit à un simple refus de l'autre ni même à des manifestations d'intolérance. Il apparaît de plus en plus comme une expression d'une vision du monde qui met en avant l'élément « national » avant tout autre considération. Il est intéressant de remarquer que la déconnection -dans le discours et la pratique- du phénomène raciste de la stratégie de domination et d'exploitation des pays d'origine est de règle. En outre toutes les solutions d'intégration des communautés immigrées en France se résu-

ment à des formes d'assimilation plus ou moins poussées. Le sujet est d'actualité et il va encore l'être pour l'avenir.

Il y a certainement une nécessité de ramer à contre courant quand la « mode » considère la solidarité comme une charité, l'aide aux défavorisés comme assistance, la lutte contre la faim comme spectacle et l'anti-racisme comme un problème de look.

Ce qu'on souhaite vivement -et sur quoi on travaille-, c'est que les femmes et les hommes de ce pays (français et immigrés) se rendent compte qu'ils ont tant d'intérêts à défendre dans le respect mutuel.



لنتضامن
مع الاتحاد
العام
التونسي
للشغل

الافتتاحية

تعود جريدة الاتحاد الى الصدور بعد غياب دام سنتين . وبالفعل كان موضوع الجريدة - باعتبارها لسان حال جمعيتنا - محل نقاش واسع ترجم في المؤتمر الوطني الثاني (أبريل ١٩٨٥) اعادة اصدار وسيلة اعلام لجمعيتنا .

ولا يعني غياب الجريدة مدة سنتين أن جمعيتنا كانت غائبة عن الساحة ، بل بالعكس تكثفت النشاطات وتنوعت كما وقع تعميق العديد من القضايا . لذلك أصبح من الضروري أن نوفر لانفسنا جريدة تعرف بمواقفنا ونشاطاتنا .

هكذا تعود الجريدة لتأخذ مكانتها في النشاطات العامة لجمعيتنا استنادا الى دروس التجربة السابقة .

والشكل الجديد للجريدة متواضع ومحتواها نريده في متناول الجميع . لكننا نريدها بالدرجة الاولى جريدة المناضلين الجمعويين ، جريدة المنخرطين والمتعاطفين . كما تتوجه الى المناضلين النقابيين والجمعيات الصديقة . عاملين اثنين يدفعنا الى اصدار الجريدة :

- العامل الاول رمزي اذ يمر اليوم ١٢ سنة على اصدار أول عدد لجريدتنا في مارس ١٩٧٤ .

- والعامل الثاني يتعلق بالظرف السياسي الحالي اذ أصبحت الهجرة محل الصراعات الانتخابية ولكنها ما زالت محرومة من حقها في التعبير وخاصة في التصويت .

ولقد أكدت جمعيتنا منذ مؤتمرها الأخير على ضرورة التواجد في المعارك الانتخابية بتقديم مساهمتنا والمشاركة في وضع أسس من أجل تحقيق طموحاتنا ومطالبنا خاصة حق التصويت للمهاجرين وذلك في إطار التحويل الديمقراطي للمجتمع الفرنسي . وهو ما بدأ يقوم به المناضلون وفروعنا . في إطار الحملة الانتخابية الحالية .

وأخيرا تنتظر جريدة الاتحاد من كل المناضلات والمناضلين من جمعيتنا وغيرها مساهمة غنية ومتنوعة تعكس حقيقة وحيوية الحركة الجمعوية والهجرة والجالية التونسية بصفة خاصة .

وحيد .. الضحية

ثلاث سنوات سجنا للقاتل ... هل تساوي حياة شاب عربي « وحيد حشيشي » . هذا هو السؤال بعد صدور الحكم في محاكمة ليون الأخيرة . خاصة بعد الجهد الذي قامت به « جمعية وحيد » بالتنسيق مع عائلة حشيشي لتوضيح فضيحة الجريمة ، ومجابهة حملات التشويه لحياة وحيد التي تنعته بالانحراف .

اننا نعتقد أن العدالة تفرض عدم الدخول في المتاهات الثانوية وانما تستوجب تنزيل أقصى العقوبات بالقتلة والمجرمين العنصريين ... وسيكون لنا موعد مرة أخرى مع هاته العدالة وذلك بمناسبة محاكمة قاتل توفيق وناس التي ستنعقد يوم ١٥ أبريل ١٩٨٦ بمنطقة بوبيني .

العنصرية في جزيرة كرسিকা

الجالية التونسية في جزيرة كرسিকা ، مثلها مثل الجالية المغربية ، تتعرض الى سياسة محاصرة اجتماعية ، فالقوى الفاشية في ازدياد ملحوظ ، والوضع الاقتصادي واليأس في الجزيرة يغذي هذه الاجواء ، ويصبح الغريب العربي العرضة الاولى والهدف المباشر للقمع الاجتماعي والعنصرية الحمقاء .

آخر جريمة ، ذهب ضحيتها تونسيان « محمد صالح الزقاتي » و « حسن السديري » وقع اتهامهما من طرف « جبهة تحرير كرسিকা » بمجارة المخدرات ، وتبين بعد عمليات تحقيق من أطراف متعددة براءة التونسيين من هذه التهمة .

اتحاد العمال المهاجرين التونسيين أوفد بعض أعضائه الى الجزيرة للاطلاع عن كثب على حالة الجالية التونسية هناك ، وقد تمكن مع عدة قوى

ديمقراطية في الجزيرة ، عبر الندوات الصحفية وبحضور ممثلين عن الصحافة والتلفزيون الجهوي تعرية القتل . وكذلك مؤازرة جالييتنا هناك لاجراجها من حالة الخوف التي تعيشها . وقعت لقاءات مع أطراف ديمقراطية وجهات رسمية من بينها المزاب « والحركة المناهضة للعنصرية ومن أجل الصداقة بين الشعوب » والكونفدرالية العامة للشغل (س ج ت) وجمعية « أفاباستا »

هيئة جديدة لفرع باريس والضحاحية الباريسية

انعقدت الجلسة العامة الانتخابية الاستثنائية لفرع باريس يوم ١ مارس ١٩٨٦ في ظروف ذاتية مشجعة ونفس جديد يحاول تطوير العمل الجمعوي والتماشي مع الواقع الجديد الذي تعيشه الجالية التونسية بباريس وضواحيها .

الهيئة الجديدة متكونة من خمسة عناصر ، انتخبت على أساس برنامج نشاط متركب من :

- المداولات الاجتماعية والتنشيط الثقافي والترفيهي والنضال ضد العنصرية وتدعيم العلاقات مع الجمعيات المناهضة للعنصرية وكذلك توسيع رقعة الاتحاد ...

أعضاء الهيئة هم :

- محي الدين التليلي : الكاتب العام للفرع
- فتحي التليلي : مسؤول العلاقات الخارجية والتنظيمية
- محمد جاب الله : أمين المال
- المنتصر فيصل : مسؤول الشؤون الثقافية .
- حسن النجار : مسؤول الشؤون الاجتماعية .

عنوان الفرع :

٤٦ ، نهج مونتراي باريس ١١

والى الجهة وعدد من الأحزاب الديمقراطية الأخرى . وقد أكدوا جميعهم على شجبهم للجريمة وتشجيعهم لمبادرة اتحادنا بتنظيم صفوف العملة التونسيين .

وقد حضر ممثل عن الجالية التونسية بكرسيكا في ندوة الجمعيات المهاجرة بفرنسا ، تحدث فيها عن وضع الهجرة في الجزيرة وتم توقيع عريضة من قبل ثلاثين جمعية شاركت في الندوة تعبر عن مساندتها للعمال المهاجرين في كرسিকা وشجبها للحملات العنصرية .